



MOBILISATION de TOUS

contre la destruction annoncée des Lycées Professionnels

l'Edito

Pour la défense de notre métier de Professeurs de Lycées Professionnels, pour que l'Ecole de la République assure un avenir à nos jeunes, dès maintenant, mobilisons-nous !

Depuis la Concertation sur la «refondation de l'école», nous savons que celles et ceux qui veulent détruire la formation initiale qualifiante en Lycées Professionnels se sont activés. A un tel point que le nouveau Ministre de l'Education Nationale a retenu la pire stratégie pour la Voie Pro : développer l'apprentissage, créer une seconde de détermination par modularisation, donner la carte des formations exclusivement aux Régions.

- **Développer l'apprentissage**, c'est offrir un parcours sans aucune sécurité à nos jeunes alors que les entreprises compriment leurs personnels ; c'est diviser par trois les heures en enseignement général pour ces jeunes alors qu'ils sont ceux qui en manquent le plus depuis leurs difficultés au collège ; c'est réduire considérablement le nombre de PLP par suppression massive inexorable tant dans les matières professionnelles qu'en enseignement général ; c'est atteindre notre statut de fonctionnaire d'Etat car, face aux classes d'apprentis, notre statut particulier ne s'applique pas : c'est l'annonce de l'annualisation, la globalisation de nos horaires, la fin des emplois du temps hebdomadaires, c'est transformer les Professeurs en Formateurs.

- **Créer une seconde de détermination en Lycée Professionnel**, c'est attaquer la qualité professionnelle de nos diplômés ; c'est de faire passer le Bac Pro de 3 à 2 ans ; c'est pousser aux enseignements par champs professionnels diluant toutes les spécialités ; c'est transformer les stages de seconde en «découverte des entreprises» sans aucun objectif clair qui engage vers un diplôme de qualité reconnu par les conventions collectives ; c'est réduire considérablement le rôle des professeurs qui n'auront plus à effectuer les visites des PFE/PFMP ; c'est créer des classes ghettos marquées négativement.

- **Donner la carte des formations exclusivement aux Régions**, c'est abandonner le caractère national des diplômés puisque seuls les diplômés ayant une employabilité immédiate dans la région seront valorisés.

sés. C'est s'assujettir aux pouvoirs politiques régionaux mouvant en fonction des résultats électoraux ; c'est subir considérablement le pouvoir économique, le MEDEF voulant une main d'œuvre maîtrisant des technologies d'entreprises plutôt que des technologies de métier. C'est encore développer l'apprentissage à tout va. C'est casser un équilibre fragile entre Etat/Régions, entre diplômés nationaux et intérêts locaux.

Le SNETAA-FO, première organisation des professeurs de Lycées professionnels, ne peut se résoudre à ces attaques.

Nous prenons nos responsabilités car, en tant qu'organisation syndicale, nous défendons notre métier spécifique de PLP et nous défendons la voie professionnelle, initiale, publique et laïque !

Nous devons résister !

Nous pouvons encore empêcher ce rouleau compresseur de la pensée unique qui veut «se faire la Voie Pro». C'est tous ensemble que nous devons organiser la mobilisation générale.

Entre le 19 et le 30 novembre, tous les S1 (responsables SNETAA dans les établissements) organiseront une Heure Mensuelle d'Information Syndicale (HMIS) qui permettra de débattre des modalités d'actions, d'expliquer les enjeux de ces projets destructeurs. Contactez votre S1 pour déposer votre autorisation d'absence pendant cette heure. Vous pouvez aussi vous adresser à votre Secrétaire départemental (S2) qui pourra venir animer cette Heure Mensuelle d'Information Syndicale ou votre Secrétaire Académique (S3). N'hésitez pas à les contacter !

D'ores et déjà, nous demandons à chacun(e) de signer la pétition jointe. Signez et faites signer !

Nous les remettrons au Ministre pour lui dire que nous ne voulons pas de la casse de notre métier, de notre emploi, de l'enseignement professionnel initial, public et laïque ! Nous exigeons de meilleures conditions de travail, du respect et une valorisation de nos salaires ! Alors que nous n'en pouvons plus des conditions dans lesquelles nous enseignons, **NON, nous ne travaillerons pas plus gratuitement !**

Dès maintenant, mobilisons-nous ! Nous pouvons encore faire arrêter cette casse annoncée. C'est l'affaire de toutes et tous !

Après il sera trop tard !

La mobilisation, avec le SNETAA-FO, c'est maintenant !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le mardi 23 octobre 2012

LE SNETAA-FO, PREMIER SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL, DEMANDE A ÊTRE REÇU PAR LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN TOUTE URGENCE !

Le Bureau National du SNETAA-FO, réuni à Paris ce mardi 23 octobre, s'étonne des fuites organisées par le ministère sur les questions afférentes au Lycée Professionnel qui seraient dans la prochaine loi cadre alors que les discussions avec le Ministre soit n'ont pas eu lieu, soit n'ont que commencé. Sauf à penser que la Grande Concertation sur l'Ecole qui s'est tenue pendant tout l'été n'était qu'un écran de fumée : tout était écrit ? Tout était déjà décidé ?

Le Bureau National ne se résout pas à cette idée.

Le Bureau National du SNETAA-FO attend, conformément à l'engagement de Vincent Peillon devant les représentants des Fédérations représentatives dont la nôtre, la FNEC FP FO, que les discussions sur notre secteur aient lieu cette semaine.

Nous demandons à ce que le SNETAA-FO soit reçu en urgence par le Ministre.

COMMUNIQUE DE PRESSE suite...

Dire et répéter qu'il y a eu un constat partagé ou un consensus pendant la Concertation est une ineptie pour toutes les personnes qui y ont participé.

Toutes les intentions et rumeurs sur la Voie Professionnelle nous semblent contraires à un projet partagé !

Transférer aux Régions la carte des formations serait une attaque forte des diplômés nationaux. Le pouvoir économique régional ne peut exiger que les formations dispensées soient exclusivement liées aux besoins régionaux. C'est une attaque contre la Laïcité, Laïcité qui protège des groupes de pressions politiques, religieux mais aussi économiques. Les Lycées Professionnels, la Voie Professionnelle initiale, publique et laïque ne forment pas seulement des travailleurs qualifiés mais aussi, grâce à un enseignement complet, de qualité, des citoyens libres et maîtres de leur destin. Donner la carte de formation aux Régions serait aussi favoriser l'apprentissage qui n'est ni choisi par les familles ni par les entreprises qui font face à une grave crise économique.

Cette territorialisation de l'Enseignement Professionnel actée par un accord-cadre entre l'ARF (Association des Régions de France) et l'Etat le 30 octobre à l'Elysée serait un acte grave. Le Bureau National du SNETAA-FO condamnerait avec force cette attaque. Il demande à être reçu en toute urgence à l'Elysée. Intégrer l'Enseignement Professionnel initial, public et laïque dans la troisième phase de décentralisation, c'est porter atteinte à l'Ecole de la République. Ce serait transformer l'Education Nationale en 30 éducations régionales ?

Nous appelons tous les collègues mais aussi tous les parents d'élèves à se tenir prêts pour lutter contre une telle attaque.

Vouloir donner plus de temps, c'est à dire plus de chance, aux jeunes en difficultés pour obtenir un diplôme de niveau V ou de niveau IV est l'ambition que nous avons dans le parcours du CAP au BTS. Nous demandons à ce que la priorité soit donnée pour lutter contre les sorties scolaires sans qualification. Des moyens importants doivent être attribués pour donner sens et efficacité à des passerelles, aux poursuites d'études des élèves après l'obtention du CAP : c'est ouvrir plus de classes de CAP, prévoir plus de places en première de Baccalauréat Professionnel pour les intégrer, plus de moyens horaires pour de l'Accompagnement Personnalisé. Ce n'est certainement pas en morcelant les années ou les diplômes (modularisation, seconde de détermination, etc.) que nous y parviendrons. Mais cela passe en recrutant plus de personnels titulaires par l'ouverture de postes aux concours notamment avec un véritable plan de titularisation des professeurs contractuels. La Voie Professionnelle a déjà assez subi de promesses non tenues pour de nouveau subir d'autres attaques. L'avenir des jeunes ne passe pas par ces élucubrations que personne ne revendique.

Nous demandons le maintien du diplôme intermédiaire et la suppression du CCF incompatible avec un enseignement sérieux.

Le Bureau National s'élève contre la volonté de faire travailler plus les professeurs sans augmentation de leur rémunération. Alors que nos salaires sont bloqués depuis 3 ans, ce gouvernement « élu pour le changement » ne va quand même pas demander aux professeurs de travailler plus pour gagner...si peu. Cette idée est inconcevable et le Bureau National met en garde le gouvernement s'il confirme cette position.

Les professeurs, les fonctionnaires, les salariés de notre pays ne sont pas les responsables de la crise et n'ont pas à être pris en otages ; nous voyons partout en Europe les désastres des politiques d'austérité.

Le Bureau National exige l'amélioration des conditions de travail et une rémunération revalorisée. Il s'oppose à tout morcellement de l'Ecole de la République et demande au gouvernement des signes forts allant dans ce sens.

Le Bureau National du SNETAA-FO appelle tous les collègues à signer en masse la pétition de notre Fédération, la FNEC FP FO et celle du SNETAA-FO contre cette régionalisation qui ferait fi de nos garanties statutaires et demande au Ministre et au Président de la République de le recevoir en urgence.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le vendredi 26 octobre 2012

LE MINISTRE AVAIT TOUT EN MAINS : ESPOIRS DÉÇUS, LE SNETAA CONTRAINT À LA GRÈVE

La préparation de la loi de programmation sur l'Ecole **reprend les propositions les plus dévastatrices du rapport sur la concertation sur l'Enseignement Professionnel.**

Le Ministre n'a pas éprouvé le besoin de rencontrer la première organisation professionnelle des personnels de ce secteur. C'est de son choix.

Le SNETAA-FO ne peut que s'opposer à la mise en œuvre :

- **D'une seconde de détermination,**
- **Du développement de l'apprentissage en LP,**
- **De la définition de la carte des formations dévolues aux Régions.**

Le **SNETAA-FO** s'interroge sur la création d'une seconde de détermination qui serait au mieux, une classe marqueur d'une orientation subie voire, comme l'a dit Christian FORESTIER en son temps, « une classe poubelle », au pire, une seconde qui deviendrait indifférenciée dans un lycée polyvalent unique.

Le **SNETAA-FO** a toujours été attaché à la prise en compte par l'Ecole de la République des jeunes en difficulté. Mais pas de cette manière car elle n'offre aucune perspective d'avenir.

L'apprentissage est en grande difficulté. Aussi le **SNETAA-FO** condamne une énième rustine de la pensée unique pour dégonfler artificiellement les chiffres du chômage des jeunes.

En revanche l'apprentissage met à mal les Lycées Professionnels.

Le **SNETAA-FO** s'oppose à la constitution partisane par les Régions de la carte des formations : l'Etat doit garantir l'impartialité du Service Public. Il s'agit de la territorialisation des Lycées Professionnels qui deviendront « guichet unique de formation » cassant ainsi diplômés nationaux et statuts des professeurs de LP, fonctionnaires d'Etat.

Devant cette destruction programmée des Lycées Professionnels, le SNETAA-FO, premier syndicat de l'Enseignement Professionnel, prend ses responsabilités : il appelle les personnels à résister et à se mobiliser pour dire NON !

LA SEULE ISSUE SEMBLE LA GRÈVE.

PÉTITION

LE CHANGEMENT C'EST POUR QUAND ?

Maintes fois échaudés par des promesses non tenues, les PLP attendaient avec impatience un changement profond, concret, répondant à leurs légitimes attentes.

Non seulement les propositions de la « refondation » ne correspondent pas à ces attentes, mais nombre d'entre elles, si elles devaient aboutir dans la prochaine « loi Cadre sur l'éducation », seraient mortifères pour l'Enseignement Professionnel et ses personnels.

- Où sont les propositions permettant les améliorations de nos conditions de travail ?
- Où sont les postes nécessaires aux dédoublements des Heures d'Enseignement Général ?
- Où sont les mesures de nature à stopper la violence qui envahit nos établissements ?
- Où sont celles pour la restauration de l'autorité des enseignants, celles pour le respect des décisions des conseils de classes ?
- Où sont les mesures pour supprimer les CCF, pour diminuer la charge de travail des enseignants, pour restaurer un vrai diplôme national ?
- Où sont les mesures pour la revalorisation salariale ?

Ne cherchez pas ! Ces mesures vous n'en trouverez aucune dans le projet de loi « Cadre » proposée par le Gouvernement !

En revanche, vous trouverez des « propositions » pour :

- l'allongement du temps de présence des enseignants dans les établissements sans aucune revalorisation salariale,
- pour la diminution des vacances scolaires,
- pour la « délabellisation » des établissements ZEP,
- pour l'annualisation de nos horaires,
- la globalisation du temps de service (sans parler de l'idée de créer un bac pro 2 ans après une seconde de détermination par modularisation).

Et comme si cette absence de réponses à nos préoccupations quotidiennes ne suffisait pas, la concertation ne prévoit ni plus ni moins que la poursuite du démantèlement de l'Enseignement Professionnel indépendant et public et du statut de ses personnels par **le développement de l'apprentissage, par la régionalisation de l'orientation et le transfert total des cartes de formation aux Régions.**

CE N'EST PLUS POSSIBLE !

Le SNETAA-FO appelle tous les PLP, tous les Personnels de l'Enseignement à résister et à se mobiliser pour défendre leur outil de travail et leur statut de fonctionnaire d'Etat.

Le combat sera long, mais ensemble nous le gagnerons.

COMMENÇONS PAR SIGNER ET FAIRE SIGNER LA PETITION CI-APRÈS.

PÉTITION

NON AU DEMANTELEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL INITIAL, PUBLIC ET LAÏQUE ET DU STATUT DES PLP

Nous soussignés,

EXIGEONS :

- *l'abandon du projet de transfert de la carte des formations aux Régions,*
- *le maintien INTEGRAL et le RESPECT du statut national des PLP,*
- *l'abandon de tout projet d'allongement du temps de service des enseignants et de toute forme d'annualisation du temps de travail des Personnels,*
- *l'arrêt de toute forme de déprofessionnalisation de nos diplômes qui doivent rester nationaux.*

DEMANDONS :

- *la prise immédiate de mesures concrètes permettant une réelle amélioration de nos conditions quotidiennes de travail et une revalorisation significative de nos salaires.*

Etablissement	Nom Prénom	Signature